BANQUE CENTRALE DU CONGO

NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE JUIN 2017

JUILLET 2017

Banque Centrale du Congo

Adresse : **563, Boulevard Colonel Tshatshi**
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : **2697 Kinshasa 1**

Téléphone : **(243)815556966**
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: **http://www.bcc.c**

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Dans son dernier rapport de juin 2017 sur les perspectives économiques, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) invite les Gouvernements à plus d'efforts pour une croissance solide et plus inclusive au cours des prochaines années.

En effet, l'OCDE table sur une amélioration de la conjoncture mondiale en 2017 et 2018, après près de cinq années de croissance faible. Le taux de croissance devrait s'établir à 3,5 % et 3,6 %, respectivement en 2017 et 2018, impulsé principalement par (i) le raffermissement de la confiance des entreprises et des consommateurs, (ii) l'augmentation de la production industrielle et le redressement de l'emploi mais également par (iii) la hausse attendue des échanges mondiaux.

Dans les économies avancées, la croissance devrait être tirée par le dynamisme attendu de l'activité économique aux Etats-Unis, dans la Zone euro et au Japon où elle se hisserait respectivement à 2,1 %, 1,8 %, et 1,4 % en 2017. Dans les pays émergents, principalement la Chine, l'activité devrait poursuivre son trend baissier pour s'établir à 6,6 % en 2017 et à 6,4 % en 2018.

Toutefois, en dépit de cette amélioration, les niveaux de la croissance de 2017 et 2018 devraient demeurer en deçà de ceux enregistrés avant la crise et seraient exposés à des risques ainsi qu'à d'autres facteurs de vulnérabilité susceptibles de conduire à une révision à la baisse des perspectives de la croissance. A cet effet, le rapport indique que les responsables de l'action publique devraient prendre, au plan interne, des mesures courageuses et adéquates en matière de politique budgétaire, structurelle et, au plan extérieur, opter pour une approche intégrée et concertée nécessaire pour le renforcement de la productivité et du bien-être à travers la promotion de chaîne de valeur.

Par ailleurs, il convient de souligner la résolution prise par les pays membres du G20 relative à la mise en œuvre de l'Initiative « ***Compact with Africa ou Pacte avec l'Afrique*»**, à l'issue du Sommet de juin 2017 portant sur le thème « *G20 Africa Partnership Investing in a Common Future* ». En effet, cette initiative devrait attirer les investissements privés sur le continent, encourager la mise en œuvre des infrastructures plus durables, créer plus d'emplois, notamment les emplois des jeunes, et améliorer le niveau de vie de la population. En outre, ce pacte favoriserait l'esprit d'entrepreneuriat, en raison des opportunités et des potentiels présents sur le continent et lutterait contre les flux migratoires. Toutefois, le G20 appelle les gouvernements africains à accélérer les réformes afin d'améliorer l'environnement économique et financier, le climat des affaires et la gouvernance.

1.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1 Pool Europe

Dans la Zone euro, l'enquête PMI Markit révèle un ralentissement de l'activité dans le secteur privé au premier semestre 2017, en raison de la contraction des services. En effet, l'indice PMI composite est ressorti à 55,7 en juin 2017 contre 56,8 enregistré en avril et mai 2017.

Toutefois, face à une inflation relativement soutenue et à une croissance globale qui se maintient à un bon niveau, la pression en faveur d'une normalisation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) devrait rester forte.

1.2.2 Pool Amérique

Aux Etats-Unis, le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) a poursuivi avec le resserrement progressif de la politique monétaire sur fond des perspectives favorables de l'économie américaine, en dépit du ralentissement de l'inflation et des incertitudes grandissantes sur la politique économique de la nouvelle Administration américaine.

En outre, la Fed a décidé de réduire son bilan avec la baisse progressive du rythme de réinvestissements d'actifs rachetés lors de la mise en œuvre de son programme de rachat de titre « *Quantitative Easing, QE* ». Pour rappel, lors du QE, la Fed a accumulé plus de 4.200 milliards de dollars d'emprunt d'Etat et des titres de créances immobilières (MBS) dans lesquels elle réinvestissait quand ils arrivaient à échéance.

Par ailleurs, la Fed a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2017 et table sur la poursuite de la solidité du marché de l'emploi. En ce qui concerne l'activité économique, elle devrait progresser de 2,2 % contre une prévision initiale de 2,1 %. Ce ralentissement observé au premier trimestre est transitoire et une amélioration devrait intervenir à partir du second trimestre. Quant au taux d'inflation, il se situerait à 1,6 % contre 1,9 % initialement. S'agissant du marché de l'emploi, le taux de chômage devrait s'établir à 4,3 %, soit une baisse de 0,2 point par rapport aux estimations de mars 2017.

1.2.3 Pool pays d'Asie et émergents

Au Japon, le Comité de politique monétaire de la Banque Centrale a décidé de maintenir inchangé le dispositif de sa politique monétaire à l'issue de la réunion mensuelle de juin 2017, eu égard au niveau bas des prix intérieurs (0,3 % en avril dernier) par rapport à la cible de 2 %.

Le taux d'intérêt à court terme est demeuré négatif à -0,1 % et le taux de rendement des obligations à dix ans maintenu autour de zéro. En outre, la Banque centrale a maintenu son engagement d'augmenter son portefeuille d'obligations à un rythme de 80.000 milliards de yens par an. Par ailleurs, le Comité a relevé des perspectives favorables pour l'économie japonaise au cours des prochains mois en raison de la solidité de la consommation des ménages dans un contexte d'amélioration de l'emploi et des revenus ainsi que de l'optimisme quant à l'évolution de la conjoncture économique mondiale.

1.2.4 Pool Afrique

La conjoncture économique reste marquée par la 24e Assemblée générale annuelle de la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank), tenue du 28 juin au 01 juillet 2017 à Kigali (Rwanda), sur le thème « ***stimuler le commerce et l'intégration intra-africain*** ». En effet, ce sommet a eu pour objectif de trouver les mécanismes pour stimuler le commerce intra-africain et accroitre la participation du continent dans les échanges mondiaux.

D'après les statistiques, les échanges intra-africains ne représentent que 15 % contre 53 % et 67 %, respectivement pour ceux d'Asie et d'Europe, en raison du déficit majeur en infrastructure et de la faible diversification des exportations.

S'agissant de la participation au commerce mondial, il a été relevé une très faible participation du continent aux échanges mondiaux, soit 3 % des échanges globaux. De ce fait, une meilleure intégration devrait être encouragée au niveau du continent dans un contexte marqué par une montée du protectionnisme. Pour le Vice-Président Exécutif d'Afreximbank, ces actions devraient s'inscrire dans l'optique de l'industrialisation de l'économie, comme principal moyen, compte tenu de la dynamique du commerce et de l'environnement économique.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

A la fin du premier semestre de l'année 2017, les cours des principaux produits intéressant l'économie congolaise ont connu des évolutions globalement haussières, excepté celui du pétrole.

Tableau 1 : Cours des produits miniers et énergétiques (en moyenne mensuelle)

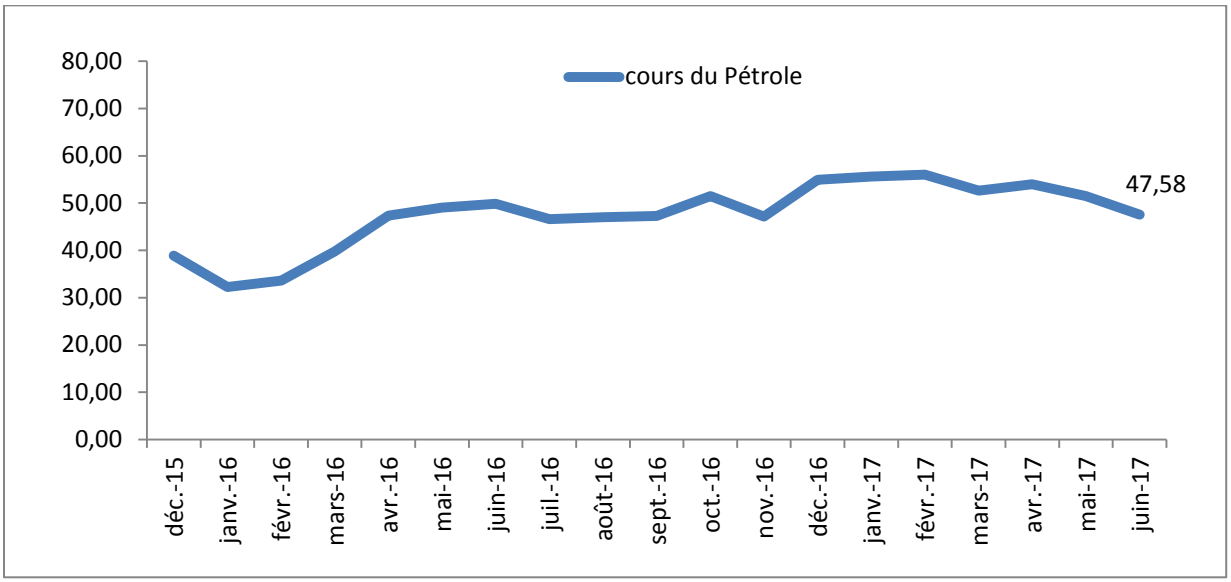
	déc-15	juin-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17
Pétrole (brent) $/baril	38,89	49,86	54,97	55,62	56,04	52,67	53,99	51,49	47,58
variation mensuelle (en %)				1,19	0,75	-6,02	2,51	-4,63	-7,59
Cuivre LME $/tm	4 628,00	4 624,07	5 669,19	5 706,68	5 939,90	5 824,52	5 704,03	5 597,83	5 682,73
variation mensuelle (en %)				0,66	4,09	-1,94	-2,07	-1,86	1,52
Cobalt Londres $/tonne	22 569,34	24 182,22	29 184,23	31 336,54	38 785,87	47 523,75	54 194,26	58 978,79	60 029,10
variation mensuelle (en %)				7,37	23,77	22,53	14,04	8,83	1,78
Or New York $/o.t.	1 069,99	1 272,88	1 151,47	1 191,23	1 232,45	1 231,15	1 269,86	1 246,47	1 261,78
variation mensuelle (en %)				3,45	3,46	-0,11	3,14	-1,84	1,23

Source : BCC sur base des données de « les échos ».

1.3.1 Cours du pétrole brut

A fin juin 2017, le prix moyen du pétrole (Brent) s'est fixé à 47,58 dollars le baril en moyenne, soit un repli de 7,59 % d'un mois à l'autre et de 4,57 % en comparaison au mois de juin de l'année 2016. A court terme, on devrait assister à un léger relèvement du cours du pétrole dans un contexte de baisse de la production des USA, le département de l'énergie de ce pays ayant indiqué que l'extraction du pétrole brut avait reculé de 100.000 barils par jour au cours de la semaine dernière.

Graphique 1 : Evolution du cours de pétrole au 30 juin 2017



Source : BCC sur base des données de « les échos ».

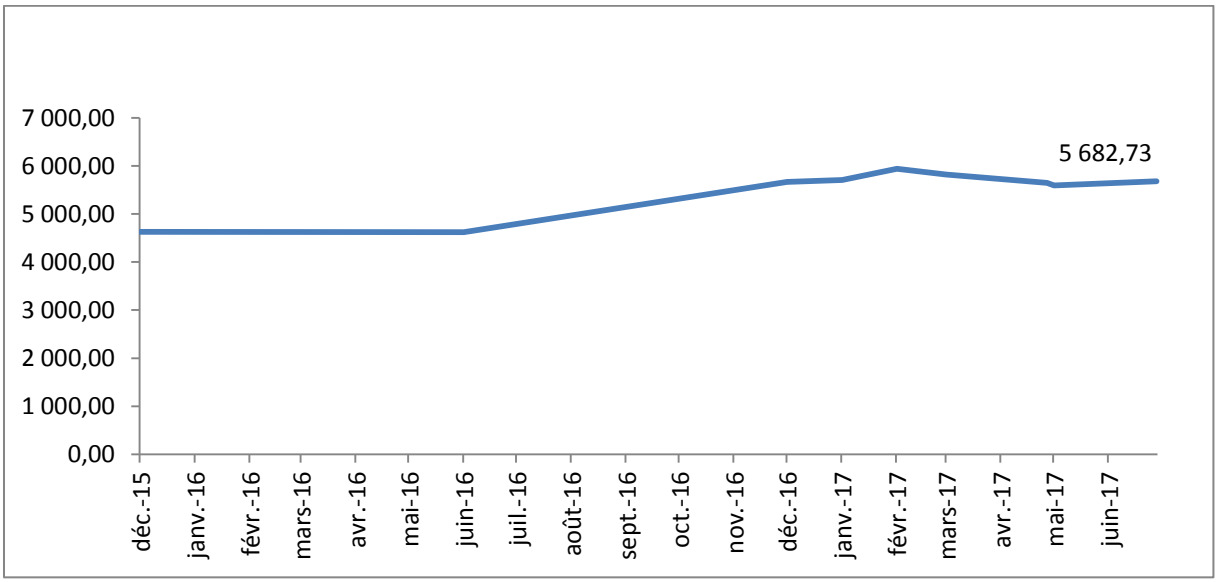
1.3.2 Produits miniers

- **Cours du cuivre**

Au 30 juin 2017, le cours du cuivre s'est établi à 5.682,73 USD la tonne en moyenne mensuelle, soit une progression de 1,52 % par rapport au mois de mai dernier. Comparé au mois de décembre 2016, il a progressé de 0,24 % en moyenne.

Notons par ailleurs que les perspectives du cours du cuivre pour 2017 indiquent une amélioration en raison des promesses d'investissements massifs dans les infrastructures et l'industrie de deux grands importateurs du monde (la Chine et les Etats-Unis d'Amérique).

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre au 30 juin 2017



Source : BCC sur base des données de « les échos ».

- **Cours du Cobalt et de l'or**

A fin juin 2017, le cours du cobalt a connu une légère hausse de 1,78 % d'un mois à l'autre, se fixant 60.029,10 USD la tonne, toujours soutenu par la demande en hausse des voitures électriques. Quant à celui de l'or, il a également enregistré une légère hausse de 1,23 %, s'établissant à 1.261,78 USD l'once suite à la faiblesse de la devise américaine.

1.3.3 Cours des produits agricoles

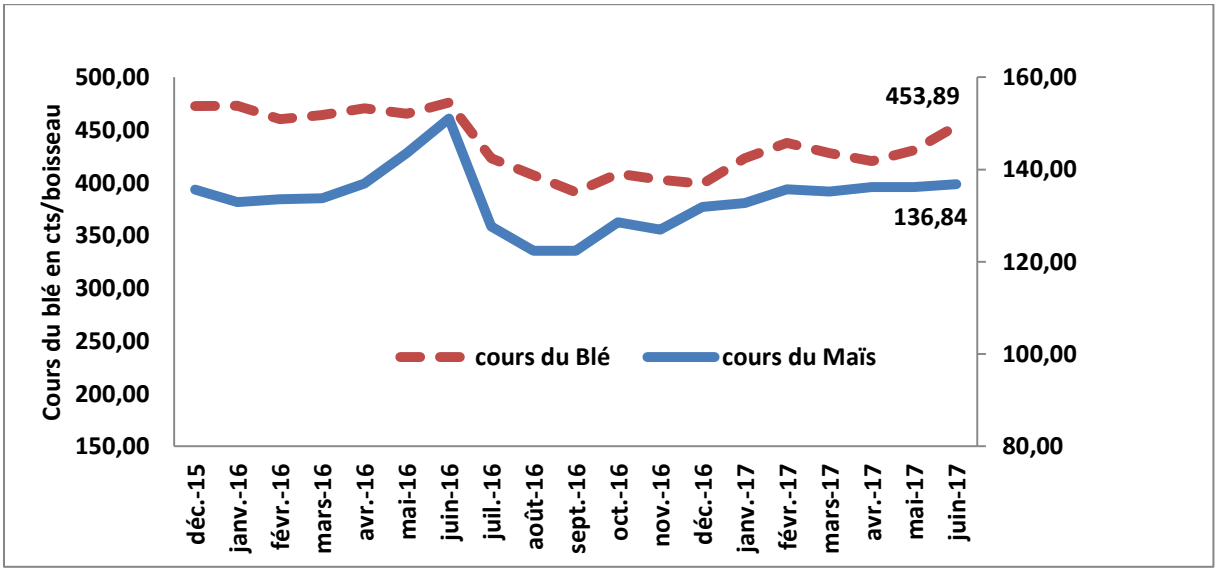
Au terme du premier semestre 2017, les cours du blé, du maïs et du riz ont connu des évolutions haussières, suite aux conditions météorologiques favorables dans des zones de production. Ainsi, les prix se sont fixés respectivement à 453,89 Cts/boisseau, 136,84 USD et 11,27 USD la tonne, soit des progressions mensuelles de 5,4 % pour le blé, 0,5 % pour le maïs et 7,9 % pour le riz.

Tableau 2 : Produits agricoles (en moyenne mensuelle)

	déc-15	juin-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17
Riz Chicago Cts/lb	11,12	11,17	9,57	9,68	9,44	9,65	9,89	10,45	11,27
variation mensuelle (en %)				1,08	-2,44	2,21	2,49	5,66	7,85
Blé Chicago cts/bloisseau	472,63	476,14	398,78	423,06	437,61	428,06	420,33	430,68	453,89
variation mensuelle (en %)				6,09	3,44	-2,18	-1,81	2,46	5,39
Maïs Chicago $/tonne	135,65	151,02	122,96	132,72	135,73	135,21	136,18	136,23	136,84
variation mensuelle (en %)				7,94	2,27	-0,38	0,72	0,04	0,45

Sources : BCC sur base des données de « les échos ».

Graphique 3 : Evolution des cours du blé et du maïs au 30 juin 2017



Source : BCC sur base des données de « les échos ».

1.4. Cours de change euro dollar

A fin juin 2017, le cours de change entre l'Euro et le Dollar américain s'est stabilisé autour de 1,124 le dollar américain d'un mois à l'autre, dans un marché marqué par la perspective de poursuite du resserrement de la politique monétaire par la BCE.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	31 déc-16	Taux moyen
2016	1,08	1,11	1,11	1,13	1,11	1,11	1,12	1,11	1,12	1,09	1,056	1,05	1,099
2017	1,07	1,06	1,069	1,089	1,1236	1,124							

Source : BCC sur base des données de « lesechos.fr

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1 SECTEUR REEL

2.1.1 Croissance économique

Les estimations de la croissance économique effectuées, sur base des réalisations de la production à fin mars 2017, par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), renseignent un relèvement de l'activité économique en 2017. En effet, la croissance du PIB réel s'établirait à 3,1 % contre une réalisation de 2,4 % en 2016 et une prévision initiale de 4,9 %. Bien qu'en recul par rapport aux prévisions, ce relèvement timide de la croissance serait imputable principalement à la reprise observée dans la branche extraction, sous l'impulsion du redressement des cours des matières premières.

a. Approche par la production

Selon cette approche, l'activité économique serait soutenue en premier lieu par le secteur primaire avec une contribution à la croissance de 2,14 points, suivi des secteurs tertiaire et secondaire respectivement pour 0,82 point et 0,1 point.

La reprise dans le secteur primaire serait principalement expliquée par la branche « Extraction », avec une contribution de 1,7 point à la croissance venant de – 0,2 point, suite à l'amélioration de la production des principaux produits miniers, dopée par l'évolution favorable des cours des matières premières. Quant à la branche « agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche », sa contribution devrait demeurer inchangée à 0,5 point.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, sa contribution à la croissance s'établirait à 0,82 point en raison essentiellement de la bonne tenue des activités de transports et télécommunications ainsi que du commerce de gros et de détail, dont les contributions à la croissance s'établiraient respectivement à 0,3 point et 0,28 point. S'agissant du secteur secondaire, une contribution marginale de 0,1 point à la croissance économique serait attendue en 2017, du fait de la contre-performance des activités de BTP (-0,5 point), confrontée notamment à la faiblesse des dépenses publiques en capital.

Tableau 4 : Evolution du PIB (en milliards de CDF constant) et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	2015	2016	fin mars 2017	2016		2017	
				variat° en %	contribut° en point	variat° en %	contribut° en point de
Secteur primaire	**4 564,2**	**4 603,7**	**4 840,3**	**0,9%**	**0,37**	**5,1%**	**2,14**
Agriculture, foret, élevage, chass	1 780,0	1 838,0	1 889,5	3,3%	0,54	2,8%	0,47
Agriculture	1 699,1	1 751,8	1 806,0	3,1%	0,49	3,1%	0,49
vivrière	1 673,6	1 724,8	1 777,7	3,1%	0,48	3,1%	0,48
rente	25,6	27,0	28,3	5,7%	0,01	4,7%	0,01
sylviculture	77,8	83,0	80,3	6,7%	0,05	-3,3%	-0,03
elevage, peche et chasse	3,1	3,2	3,3	3,0%	0,00	3,0%	0,00
Extraction	2 784,1	2 765,6	2 950,8	-0,7%	-0,17	6,7%	1,68
Secteur secondaire	**1 672,8**	**1 713,4**	**1 724,8**	**2,4%**	**0,38**	**0,7%**	**0,10**
Industries manufacturières	1 237,9	1 344,9	1 392,9	8,6%	0,99	3,6%	0,44
Industries alimentaires,boissons	1 044,7	1 142,1	1 174,2	9,3%	0,90	2,8%	0,29
Autres industries manufacturiè	193,1	202,7	218,8	5,0%	0,09	7,9%	0,15
Electricité, gaz, vapeur et eau	64,7	70,8	85,3	9,3%	0,06	20,5%	0,13
Bâtiment et travaux publics	370,2	297,7	246,6	-19,6%	-0,67	-17,2%	-0,46
Secteur tertiaire	**4 232,9**	**4 421,3**	**4 509,1**	**4,5%**	**1,75**	**2,0%**	**0,79**
Transports et Télécommunicatio	1 339,1	1 386,1	1 423,7	3,5%	0,44	2,7%	0,34
Transports	761,9	809,5	838,5	6,3%	0,44	3,6%	0,26
Télécommunications	577,2	576,6	585,2	-0,1%	-0,01	1,5%	0,08
Commerce	1 569,0	1 669,7	1 700,9	6,4%	0,93	1,9%	0,28
Autres services hors adm. public	997,4	1 028,1	1 053,2	3,1%	0,28	2,4%	0,23
Banques et aussurances	145,7	156,8	162,0	7,6%	0,10	3,3%	0,05
Autres services	851,7	871,3	891,2	2,3%	0,18	2,3%	0,18
Services d'administration publiqu	397,1	412,5	408,8	3,9%	0,14	-0,9%	-0,03
Education	11,4	11,8	12,2	4,2%	0,00	2,9%	0,00
santé	1,6	1,7	1,9	6,8%	0,00	6,8%	0,00
Autres services non marchand	384,1	398,9	394,8	3,9%	0,14	-1,0%	-0,04
SIFIM	-69,7	-75,0	-77,5	7,6%	-0,05	3,3%	-0,02
PIB au prix de base	**10 469,8**	**10 738,3**	**11 074,2**	**2,6%**	**2,49**	**3,1%**	**3,04**
Taxes sur les produits	321,1	311,5	314,4	-3,0%	-0,09	0,9%	0,03
PIB aux prix constants du ma	**10 790,9**	**11 049,8**	**11 388,6**	**2,4%**	**2,4**	**3,1%**	**3,1**

Source : CESCN.

b. Approche par la dépense

Suivant l'approche par l'emploi, la demande globale reste soutenue par la demande intérieure, à hauteur de 1,6 point de croissance, et la demande extérieure nette pour 1,4 point. Pour ce qui est de la demande intérieure, son apport s'expliquerait principalement par la consommation privée à concurrence de 1,8 point, dans un contexte de baisse des dépenses de consommation publique.

Par ailleurs, la contribution de la demande extérieure nette se situe à 1,4 point, suite principalement à l'accroissement des exportations des produits miniers dont la contribution s'établirait à 1,5 point.

Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

PIB Emplois à prix constants de 2005	2015	2016	mars 2017	2016		fin mars 2017	
				Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Demande intérieure	**12556,8**	**12664,3**	**12846,1**	**0,9%**	**1,00**	**1,4%**	**1,64**
Consommation	**9635,9**	**9753,5**	**9940,6**	**1,2%**	**1,09**	**1,9%**	**1,69**
Publique	1346,2	1263,5	1255,9	-6,1%	-0,77	-0,6%	-0,07
Privée	8289,7	8490,0	8684,7	2,4%	1,86	2,3%	1,76
Investissements bruts	**2920,9**	**2910,8**	**2905,5**	**-0,3%**	**-0,09**	**-0,2%**	**-0,05**
FBCF	2920,9	**2910,8**	**2905,5**	-0,3%	-0,09	-0,2%	-0,05
Publique	457,2	425,5	371,5	-6,9%	-0,29	-12,7%	-0,49
Privée	2463,7	2485,4	2534,0	0,9%	0,20	2,0%	0,44
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	-	0,00	-	0,00
Demande extérieur nette	**-1765,9**	**-1614,5**	**-1457,5**	-8,6%	**1,40**	-9,7%	**1,42**
Exportations de biens et service	**3028,3**	**3001,8**	**3203,3**	**-0,9%**	**-0,25**	**6,7%**	**1,82**
Exportations des biens	2969,2	2953,3	3143,2	-0,5%	-0,15	6,4%	1,72
Produits miniers	2574,9	2557,8	2729,0	-0,7%	-0,16	6,7%	1,55
Autres produits	394,3	395,5	414,2	0,3%	0,01	4,7%	0,17
Exportations des services	59,1	48,5	60,2	-18,0%	-0,10	24,1%	0,11
Importations de biens et service	**4794,2**	**4616,3**	**4660,9**	**-3,7%**	**-1,65**	**1,0%**	**0,40**
Importations des biens	4028,2	3735,5	3677,2	-7,3%	-2,71	-1,6%	-0,53
Consommations	814,9	1006,2	1006,4	23,5%	1,77	0,0%	0,00
Equipements	1685,8	1715,5	1712,3	1,8%	0,27	-0,2%	-0,03
Intermédiaires	1527,4	1013,9	958,5	-33,6%	-4,76	-5,5%	-0,50
Importations des services	766,1	880,8	983,6	15,0%	1,06	11,7%	0,93
PIB (Emplois)	**10790,88**	**11049,8**	**11388,6**	**2,4%**	**2,4**	**3,1%**	**3,1**

Source : CESCN.

2.1.2. Baromètre de la conjoncture

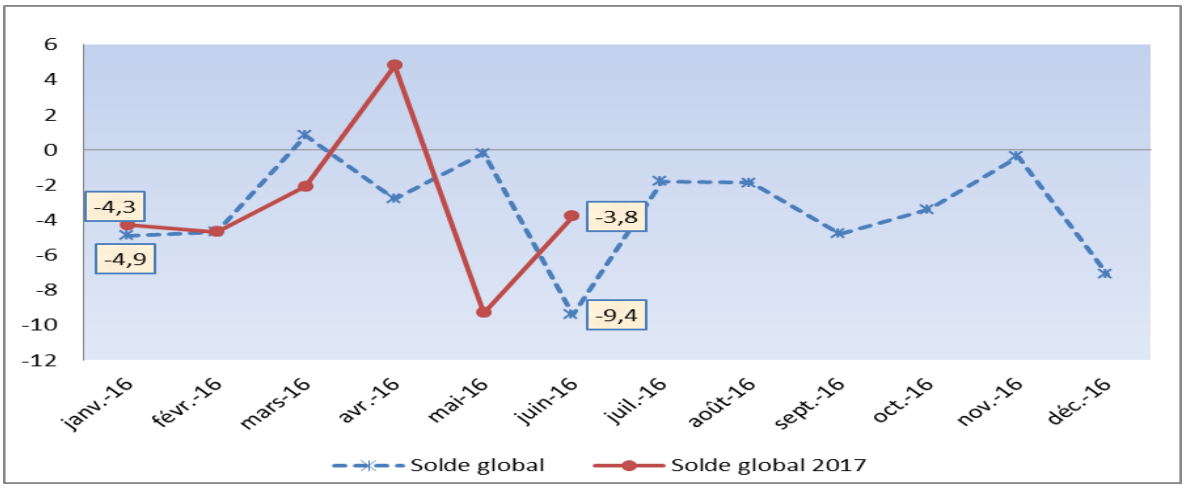
Quoiqu'en légère atténuation par rapport au mois précédent, le pessimisme affiché par les chefs d'entreprises au sujet de l'évolution de la conjoncture économique dans l'ensemble des branches d'activité a persisté en juin 2017. En effet, le solde global brut d'opinions s'est situé à **-3,8 %** contre **-9,3 %** en mai, après **+4,8 %** constatés en avril. Cette évolution est attribuable principalement aux conditions intérieures peu rassurantes.

Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2016 et 2017

Secteur	2016							2017						
	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Moyenne	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Moyenne
Solde global	-4,9	-4,7	0,8	-2,8	-0,2	-9,4	-3,5	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	-3,8	-3,2
Industries manufacturières	8,6	5,3	2,0	3,3	3,9	3,6	4,5	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-7,3	-5,6
Electricité et Eau	49,2	39,5	33,3	48,0	25,8	38,1	39,0	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	27,1	28,1
Industries extractives	-3,7	-11,7	3,1	2,0	4,1	0,5	-1,0	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	-2,1	-1,3
Construction	6,6	4,0	4,1	-36,5	-34,9	-39,9	-16,1	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-27,5	-22,7
Services	1,6	5,0	-41,7	-32,5	-20,2	-19,2	-17,8	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-9,2	-28,0

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 4 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2016 – 2017

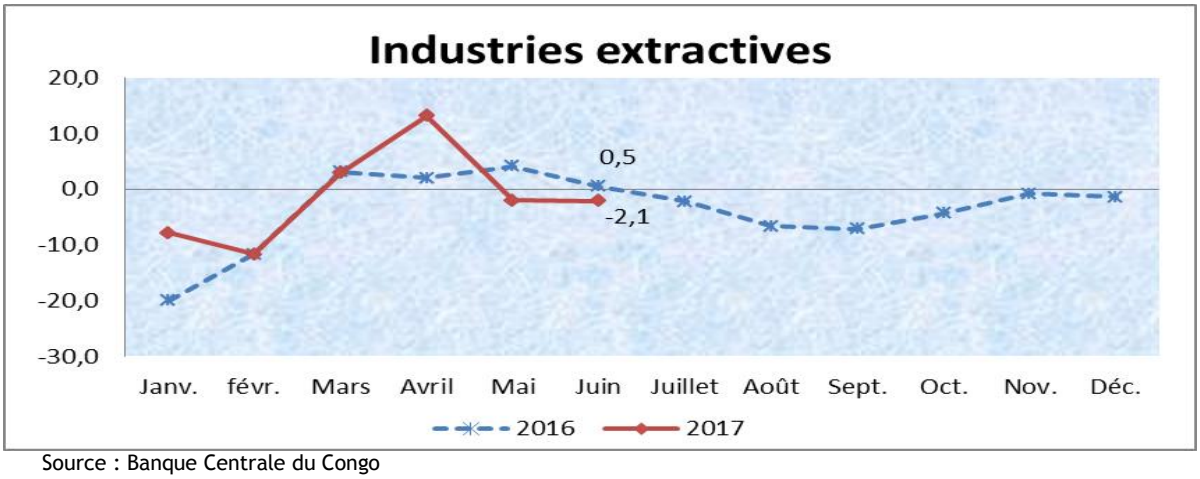


Source : Banque Centrale du Congo

Les perspectives telles que vues par les chefs d'entreprises au mois de juin se présentent comme suit :

Dans les «**Industries Extractives** », la dégradation de la confiance des entrepreneurs notée en mai 2017 s'est estompée au cours du mois sous examen, en raison de la stabilité relative des cours des produits miniers sur les marchés internationaux. Le solde d'opinions y afférent s'est situé à **-2,1 %** contre **-2,0 %** un mois auparavant.

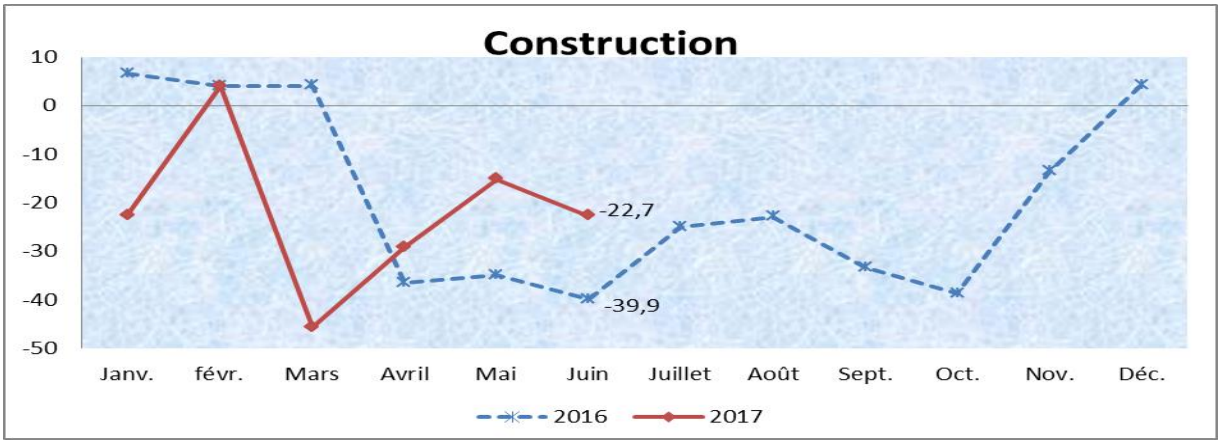
Graphique 5 : Evolution du solde des Industries minières en 2016 et 2017



Source : Banque Centrale du Congo

Par ailleurs, le pessimisme est resté de mise dans les activités de « **Construction** », lesquelles ont enregistré une nouvelle dégradation attestée par un solde d'opinions de **-27,5 %** en juin 2017, alors qu'il était de **-15,1 %** un mois auparavant.

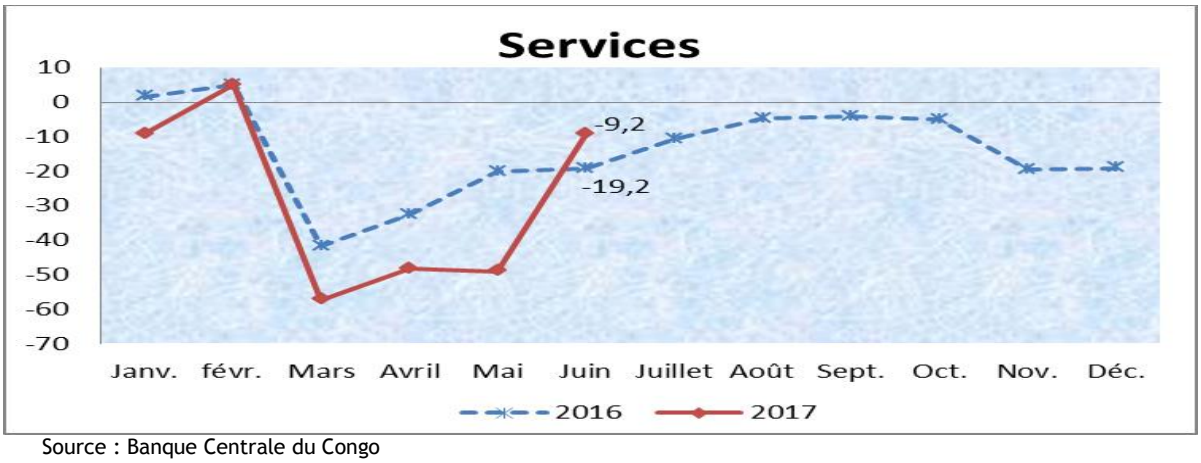
Graphique. 6 : Evolution du solde du secteur Construction en 2016 et 2017



Source : Banque Centrale du Congo

En ce qui concerne les « **Services** », le pessimisme s'est maintenu en dépit du redressement significatif du solde d'opinions des chefs d'entreprises de **-49,0 %** en mai dernier à **-9,2 %** au cours de la période sous analyse.

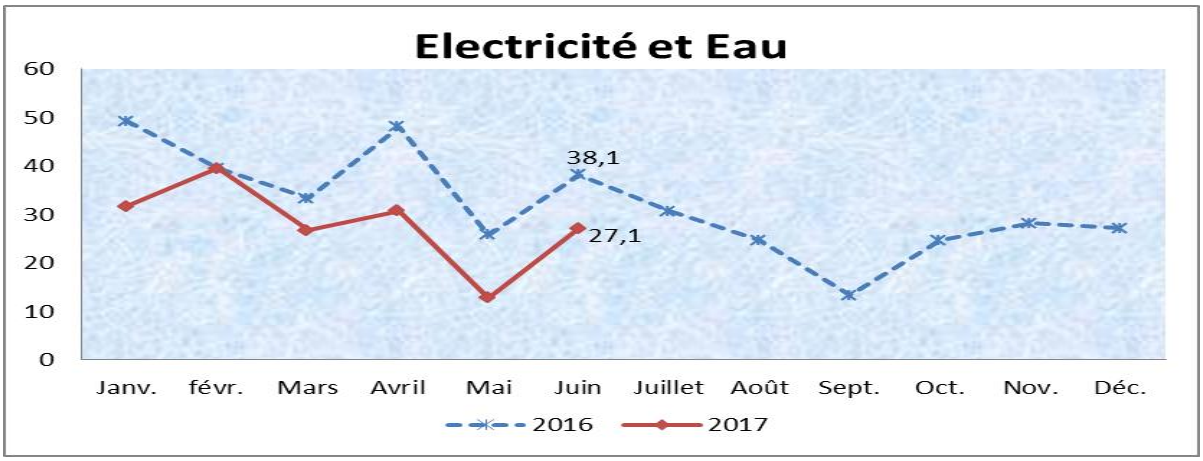
Graphique 7: Evolution du solde du secteur des Services en 2016 et 2017



Source : Banque Centrale du Congo

Les opérateurs de la branche « **Electricité et Eau** » se sont montrés plus confiants quant à l'amélioration de la conjoncture, à en juger par leur solde d'opinions qui s'est affiché à **+27,1 %,** après un fléchissement à **+12,8 %** enregistré en mai 2017.

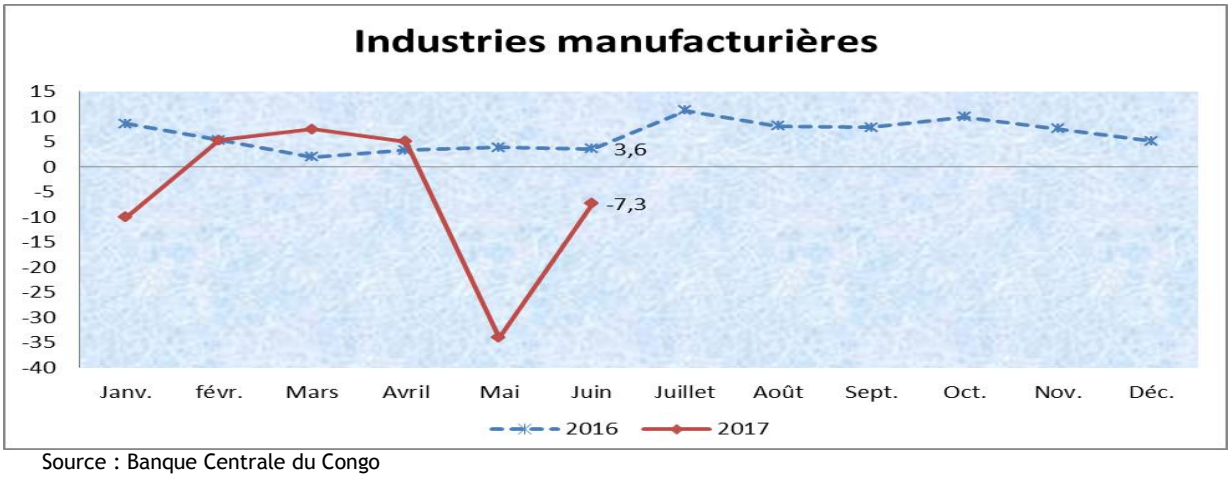
Graphique 8 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2016 et 2017



Source : Banque Centrale du Congo

Les avis des entrepreneurs évoluant dans les **Industries Manufacturières** indiquent la morosité qui caractérise cette branche, bien que le solde d'opinions se soit assez redressé à **-7,3 %** en juin, venant de **-34,0 %** un mois plus tôt.

Graphique 9: Evolution du solde des Industries manufacturières en 2016 et 2017



Source : Banque Centrale du Congo

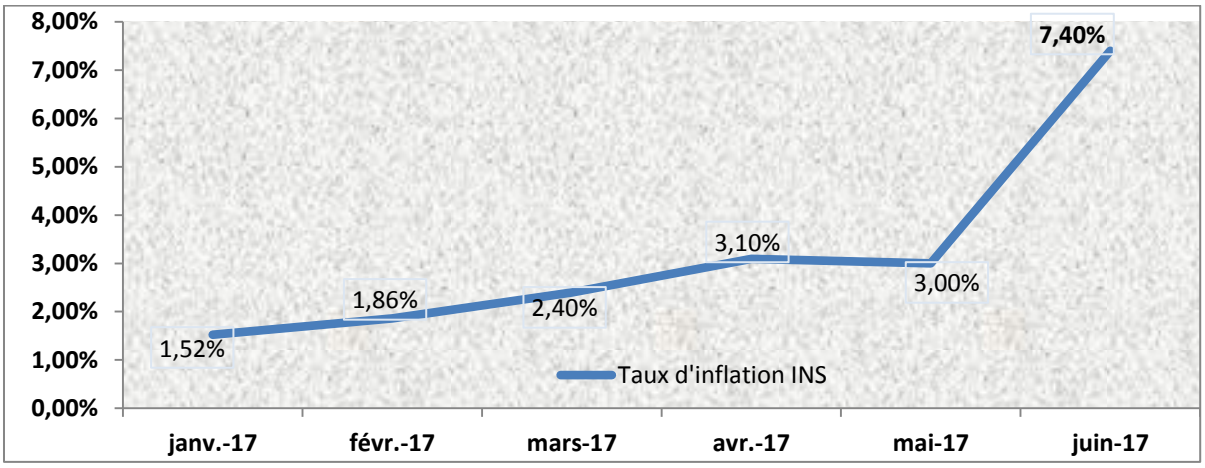
2.1.1.2. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

a. INFLATION GLOBALE

Au terme du premier semestre de l'exercice en cours, le comportement de l'inflation mensuelle reflète la persistance des tensions sur les différents marchés.

L'Indice des prix à la consommation (IPC) calculé par l'INS a dégagé un taux d'inflation de 7,4 % contre 3,0 % un mois auparavant, soit 17,99 % en cumul annuel. En glissement annuel, l'inflation se situe à 32,9 %.

Graphique 10 : Evolution de l'inflation mensuelle INS en 2017



Source : INS

b. FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EVOLUTION DE L'INFLATION EN JUIN 2017

L'accélération de l'inflation en variation mensuelle est imputable, entre autres, à la poursuite de la dépréciation du franc congolais ainsi qu'à la nouvelle augmentation du prix du carburant à la pompe, résultant du changement constaté au niveau des paramètres de fixation du prix du carburant, notamment le taux de change.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

A la clôture du mois de juin 2017, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat affiche un déficit de 77,5 milliards de CDF contre un déficit mensuel programmé de 13,6 milliards. Ce résultat découle d'un niveau des recettes chiffrées à 308,0 milliards de CDF et celui des dépenses à hauteur de 385,4 milliards. Par rapport aux prévisions mensuelles, il s'observe un dépassement de 32,8 % du niveau des dépenses alors que les recettes ont été réalisées à concurrence de 111,3 %.

En cumul annuel fin juin, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 60,1 milliards de CDF contre un déficit programmé annuel de 110,0 milliards. Les recettes et les dépenses se sont établies respectivement à 1.936,8 milliards et 1.997,0 milliards, avec des dépassements de 16,6 % et de 12,7 % par rapport à leurs prévisions. Rapportées à la même période de l'année précédente, les recettes et les dépenses publiques ont crû de 12,9 % et de 4,1 % respectivement.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor (en milliards de CDF)

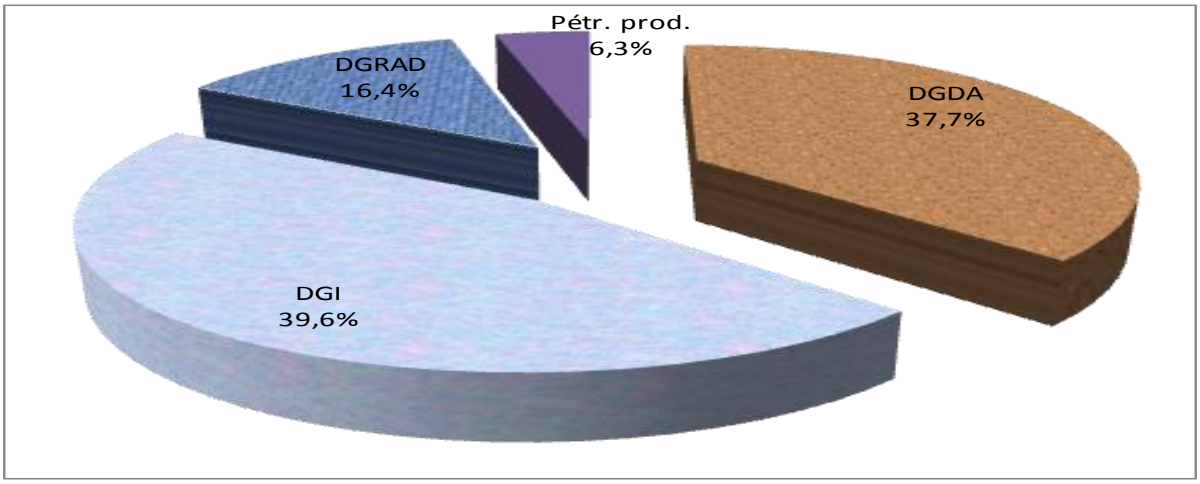
RUBRIQUES	ANNEE 2016		MOIS DE JUIN 2017			CUMUL JUIN 2017			VARIATION 2017/2016	
	Mois de juin	Cumul juin	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de juin	Cumul juin
Douanes et accises (DGDA)	119,4	710,8	**102,0**	116,0	113,7	**557,3**	615,6	110,5	- 2,9	- 13,4
Impôts directs et indirect (DGI)	93,8	704,9	**125,6**	122,0	97,2	**765,3**	849,9	111,1	30,0	20,6
Recettes non fiscales (DGRAD)	29,8	247,4	**45,0**	50,6	112,5	**276,0**	339,2	122,9	69,6	37,1
Pétroliers Producteurs	5,7	28,1	**4,2**	19,3	459,7	**58,6**	90,5	154,5	241,1	222,1
Dons et autres	0,0	24,6	**-**	0,0	-	**4,0**	41,7	1 041,4	301,5	69,2
Total revenus et dons	248,7	1 715,9	**276,8**	308,0	111,3	**1 661,2**	1 936,8	116,6	23,8	12,9
Dépenses courantes	275,5	1 699,1	**240,6**	304,1	126,4	**1 433,9**	1 654,2	115,4	10,4	- 2,6
Salaires	164,2	973,0	**163,3**	168,1	102,9	**974,2**	981,2	100,7	2,4	0,8
Intérêt sur la dette	5,6	45,6	**11,3**	13,5	119,5	**63,5**	63,4	99,8	140,1	39,1
- dont dette extérieure	0,5	8,5	**3,2**	2,6	81,1	**16,0**	11,2	69,7	371,3	31,1
Frais de fonct. Inst.et Min.	66,1	333,1	**35,0**	83,5	238,5	**182,0**	411,6	226,2	26,3	23,6
Institutions Politiques	24,3	138,5	**15,0**	32,1	214,1	**71,8**	148,6	207,0	32,1	7,3
Ministères	41,8	194,5	**20,0**	49,3	246,4	**110,2**	263,0	238,7	18,0	35,2
Dépenses en capital	14,5	92,8	**3,5**	13,1	374,5	**30,5**	78,0	256,1	- 9,6	- 16,0
Amortissement de la dette	1,9	41,8	**9,2**	37,5	405,4	**243,1**	63,3	26,0	1 889,4	51,5
Autres dépenses	29,7	85,4	**37,0**	30,8	83,1	**63,8**	201,4	315,9	3,6	135,8
Total dépenses(+amort.dette)	321,6	1 919,1	**290,3**	385,4	132,8	**1 771,2**	1 997,0	112,7	19,9	4,1
Solde intégrant l'amort.	**- 72,9**	**- 203,3**	**- 13,6**	- 77,5	571,5	**- 110,0**	- 60,1	54,7	- 6,3	70,4

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

Les ressources mobilisées, durant le mois de juin 2017, ont été constituées en grande partie des recettes collectées par la DGI, soit 46,4 % et de celles encadrées par la DGDA représentant 37,0 % de l'ensemble de recettes. Quant aux recettes non fiscales sous la gestion de la DGRAD, leur part dans le total a été de 12,5 % alors que celle de pétroliers producteurs a représenté 4,1 %.

Le résidu, soit 0,007 % du total de recettes, s'est localisé dans la rubrique « dons et autres recettes ».

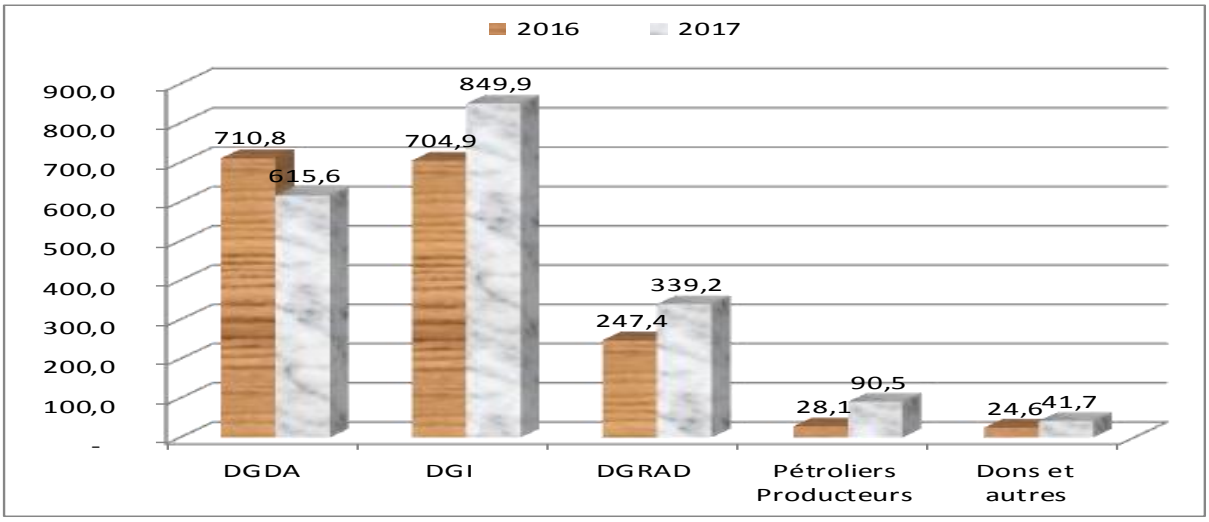
Graphique 11 : Parts relatives des recettes des régies financières au 29 juin 2017



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

Comparativement à la période correspondante de l'année passée, les recettes au premier semestre 2017 ont été globalement haussières. En effet, hormis la DGDA qui a connu une baisse de 13,4 %, la DGI et la DGRAD ont réalisé des accroissements respectifs de 20,6 % et de 37,1 %. Pour ce qui est des « Pétroliers producteurs », ils ont connu une forte augmentation de 222,1 % de leurs recettes, consécutive notamment au niveau de cours de pétrole ainsi qu'à l'effet taux change. Quant à la rubrique « Dons et autres », elle a également enregistré un accroissement significatif de 69,2 %.

Graphique 12 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en juin 2016 et 2017



Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO)

S'agissant des dépenses, il y a lieu de noter les dépassements de deux principaux rubriques, à savoir les dépenses courantes et celles en capital, avec des surconsommations respectives de 26,4 % et de 274,5 % rapportés à leurs programmations mensuelles. Ces dépenses ont représenté des parts de 78,9 % et de 3,4 % dans le même ordre , rapportées à l'ensemble de dépenses intégrant l'amortissement de la dette.

En ce qui concerne la structure de dépenses courantes, il convient de signaler la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat, représentant plus de la moitié, soit 55,3 %, suivies de celles relatives aux frais de fonctionnement des Ministères et des institutions politiques représentant 27,4 %. Ces derniers ont connu un dépassement remarquable de 125,5 % rapportés à leur prévision mensuelle.

2.2.3. Evolution du Plan de Trésorerie de la Banque Centrale du Congo

A fin juin 2017, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un déficit de 3,995 milliards de CDF, résultant des encaissements de 13,055 milliards et des décaissements de 17,050 milliards de CDF. Les encaissements et les décaissements du mois sous revue, comme l'indique le tableau ci-dessous, ont été exécutés respectivement à 70,3 % et 91,9 % de leurs prévisions.

En cumul annuel, l'exécution du Plan de Trésorerie de la Banque Centrale affiche un déficit de 3,953 milliards de CDF. Cette situation devra évoluer positivement avec les recettes attendues notamment au titre des intérêts sur la créance titrisée.

Tableau 8 : Plan de Trésorerie de la BCC au 28 juin 2017 (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN MAI			A FIN JUIN 2017		
	2016	2017	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	68,112	100,148	47,0	**18,559**	13,055	70,3
DECAISS.	69,492	100,106	44,1	**18,559**	17,050	91,9
RESULTAT	- 1,379	0,042	103,0	-	- 3,995	

Source : Banque Centrale du Congo

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1 Marché des changes

Les pressions se sont poursuivies sur les deux segments du marché des changes au cours du mois de juin. En effet, le taux de change interbancaire s'est situé à 1.507,78 CDF le dollar américain, enregistrant une dépréciation mensuelle de 4,47 %. Quant au taux sur le marché parallèle, il s'est fixé à 1.545,30 CDF, se dépréciant de 6,04 % par rapport au mois passé.

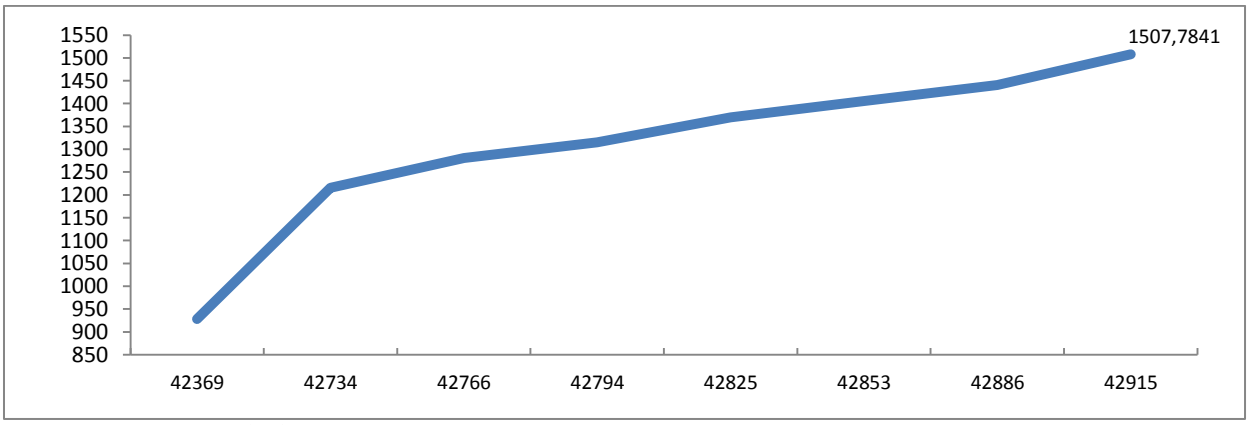
Par ailleurs, les besoins journaliers en devises des banques se sont situés à 70,30 millions de USD contre 58,33 millions au mois de mai.

Tableau 9 : Evolution des offres et besoins des banques en devises

	2014	2015	2016	2017							
	déc.-14	déc.-15	déc.-16	janv.-17	janv.-17	févr.-17	mars-17	mars-17	avr.-17	mai-17	juin-17
Rapport du marché											
Offres des banques (en millions de USD) : flux	-4,64	1,10	1,47	8,00	5,39	4,24	7,50	5,91	6,94	8,15	5,50
Besoins des banques (en millions de USD) : flux	8,50	31,21	55,14	78,50	80,28	65,97	57,06	55,18	56,77	58,33	70,30

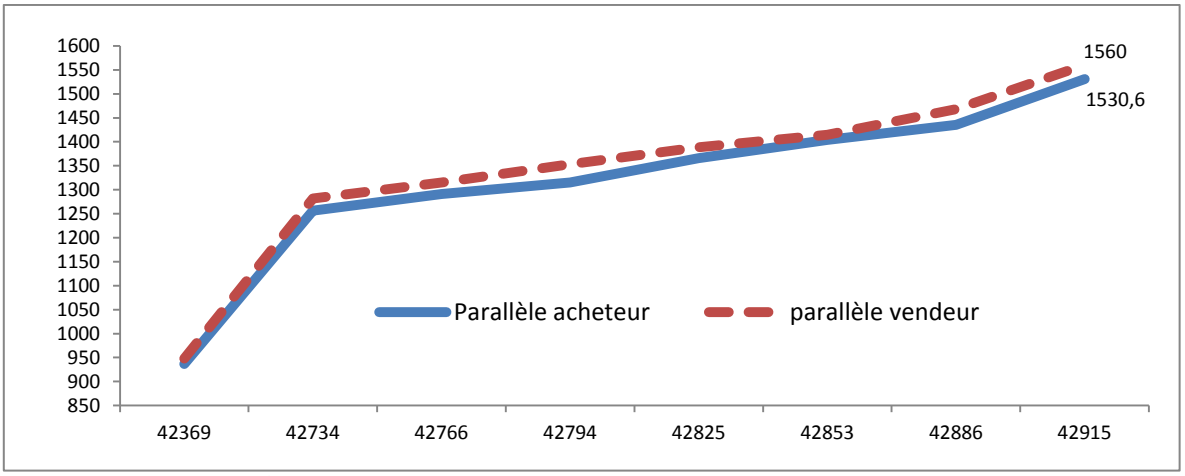
Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 13 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 14 : Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur



Source : Banque Centrale du Congo

2.3.1.1. Budget en devises et Réserves de change

Au 29 juin 2017, l'exécution du budget en devises affiche un déficit mensuel de 8,48 millions de USD découlant des recettes de 24,26 millions et des dépenses de 32,74 millions. Rapprochées aux prévisions, fixant le déficit à 27,26 millions, les recettes et les dépenses collectées se sont situeés en deçà de ce qui était prévu. Il s'agit principalement des dépenses du Trésor qui se sont situées à 29,96 millions de USD contre une prévision de 42,42 millions, traduisant ainsi les efforts du Gouvernement dans la bonne gestion des réserves de change.

En cumul annuel, le déficit a atteint 136,67 millions de USD, ramenant les réserves de change à 708,77 millions de USD, niveau correspondant à 3,10 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Tableau 10 : Exécution du Budget en devises au 29 juin 2017
(en millions de USD)

	cumul 2015	Cumul 2016	31-janv-17	28-févr-17	31-mars-17	28-avr-17	31-mai-17	29-juin-17	Cumul 2017
Stock initial			**786,30**	**786,28**	**753,79**	**735,92**	**738,08**	**717,24**	**753,79**
I. FLUX PROJETES EN RECETTES	**647,32**	**365,05**	**31,32**	**27,03**	**37,76**	**43,07**	**43,31**	**24,76**	**207,24**
A. Recettes d'exploitation	199,64	74,94	3,53	5,03	5,10	4,00	19,66	5,94	43,27
Redevance de Contrôle de Change	45,36	45,61	3,30	3,78	4,45	3,72	4,16	3,59	23,00
B. Opérations de change	447,68	290,11	27,78	21,99	32,66	39,07	23,65	18,82	163,96
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	280,97	266,71	27,78	21,99	32,66	39,07	23,65	18,82	163,96
2. Rachats Financements extérieurs	31,31	23,40	-	-	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Adjudications	135,40	-	-	-	-	-	-	-	-
II. FLUX PROJETES EN DEPENSES	**888,89**	**923,19**	**90,48**	**59,51**	**55,62**	**40,91**	**64,15**	**32,74**	**343,40**
A. Dépenses du Trésor	800,00	516,44	24,53	26,49	48,51	35,35	51,34	29,96	216,19
1. Service de la dette extérieure	199,54	160,41	0,04	5,99	13,24	4,91	27,51	2,83	54,53
2. Paiements diverses créances	67,61	48,40	3,39	3,34	3,28	3,28	3,32	2,83	19,44
3. Fonctionnement	532,85	307,63	21,10	17,16	31,99	27,16	20,51	24,30	142,22
- Fournisseurs	221,23	48,94	8,73	2,94	7,31	6,89	6,53	4,28	36,68
B. Dépenses de la BCC	88,89	406,75	65,95	33,02	7,11	5,56	12,81	2,77	127,22
Ventes interbancaires		268,25	55,50	22,92	-	-	-	-	78,42
BALANCE(I-II)	- 241,57	- 558,14	- 59,16	- 32,49	- 17,87	2,16	- 20,84	- 7,97	- 136,17
Stock final (SI+REC-DEP)	**1 403,58**	**845,44**	**786,28**	**753,79**	**735,92**	**738,08**	**717,24**	**709,27**	**709,27**

Source : Banque Centrale du Congo

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1. Evolution des Agrégats monétaires

A fin juin 2017, la situation monétaire indique une hausse mensuelle de la masse monétaire de 35,2 milliards de CDF. Cet accroissement est expliqué par une augmentation des Avoirs intérieurs nets de 60,2 milliards de CDF induite par une expansion du Crédit Net à l'Etat de 140,1 milliards. L'augmentation des AIN a été limitée par la baisse des Avoirs extérieurs nets de 25,0 milliards de CDF.

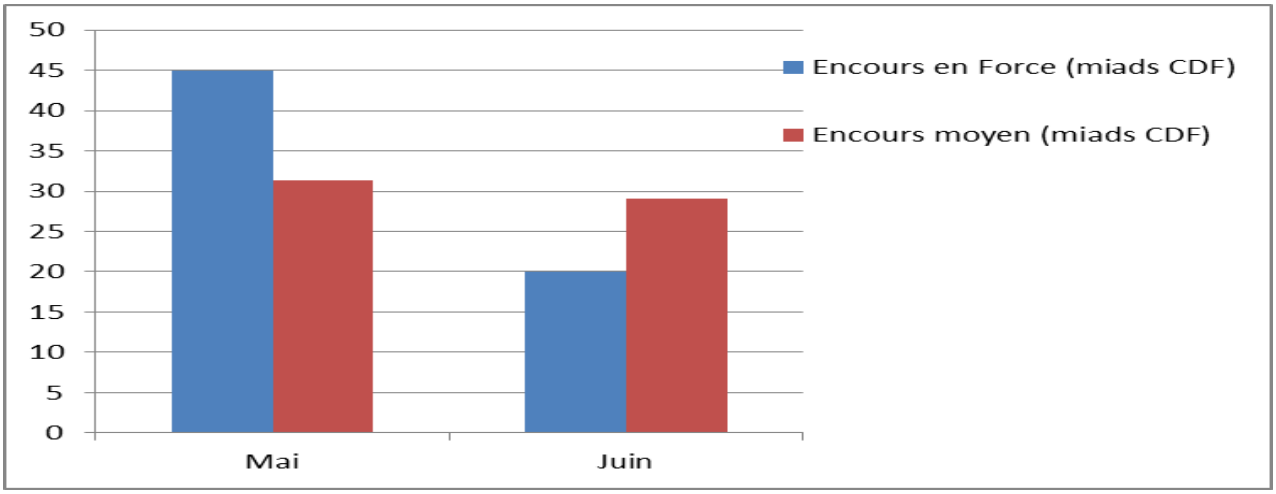
Concernant la base monétaire, elle a également enregistré une hausse mensuelle de 57,7 milliards de CDF, impulsée principalement par le Crédit Net à l'Etat. Au niveau des composantes, la hausse de la base monétaire est expliquée en grande partie par la circulation fiduciaire qui a affiché une hausse de 28,0 milliards ainsi que des dépôts des banques de 23,0 milliards.

2.4.2. Marché monétaire

- Marché en banque

A fin juin 2017, la monnaie centrale n'a été offerte qu'au guichet des prêts à court terme avec un encours en force de 45 milliards de CDF contre 20 milliards pour mai. Le volume moyen des opérations enregistrées se situe, en juin, à 29 milliards de CDF contre un niveau moyen de 31,4 milliards un mois plus tôt.

Graphique 15. Transactions sur le Guichet de prêt à Court terme



Source : Banque Centrale du Congo

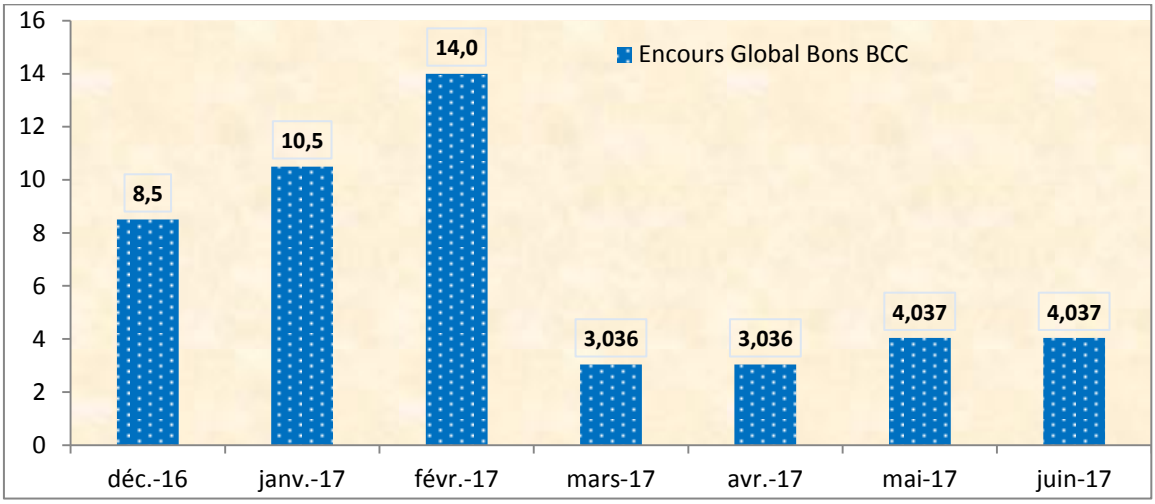
- **Marché interbancaire**

A fin juin, ce segment du marché monétaire affiche un encours en force de 11,5 milliards de CDF contre 44 milliards un mois plus tôt. En termes de moyenne sur le mois, une régression de l'encours a été observée entre mai et juin, passant de 39,54 milliards de CDF à 36,85 milliards de CDF. Le taux moyen enregistré sous le mois a tourné autour de 12 %.

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin juin 2017, l'encours des Bons BCC à 7 jours s'est fixé à 4,04 milliards comme au mois de mai. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2016 de 8,5 milliards, il se dégage globalement une injection de 4,46 milliards. Le taux moyen pondéré sur ce Bon BCC est proche du taux directeur du guichet des prêts à court terme.

Graphique 16 : Evolution de l'encours du Bon BCC en 2017 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution du compte courant des banques**

A fin juin 2017, le compte courant des banques a connu une augmentation mensuelle de 4,46 %. En stock, le compte courant s'est chiffré à 524,75 milliards de CDF contre 502,36 milliards et 438,83 milliards de CDF respectivement à fin mai 2017 et fin décembre 2016.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 juin au 14 juillet 2017 est de 520,24 milliards, soit un accroissement annuel de 87,76 milliards et mensuel de 16,64 milliards de CDF.

❖ **Evolution des émissions monétaires**

A fin mai 2017, les émissions nettes cumulées se sont établies à 241,1 milliards de CDF, tenant aux émissions de 320,2 milliards et aux destructions de 79,2 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 825,6 milliards de CDF dont 66,0 % en provinces.

Tableau 11 : Evolution des émissions monétaires en 2017 (En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul/An
Prévisions émissions	27 655,95	72 650,00	30 000,00	99 530,00	20 000,00	90 810,00	340 645,95
Emissions = (A)	25 832,05	69 932,90	26 493,50	94 119,00	25 321,75	78 548,30	320 247,50
Destructions = (B)	*41 909,73*	*9 765,00*	*6 425,28*	*3 317,50*	*1 950,00*	*15 817,00*	*79 184,50*
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 16 077,68	60 167,90	20 068,23	90 801,50	23 371,75	62 731,30	*241 063,00*
Recyclage	160 496,29	104 025,46	154 647,95	132 307,11	133 942,25	140 215,96	825 635,02
dont au Siège	*60 021,45*	*31 715,79*	*55 656,05*	*48 672,46*	*38 198,74*	*46 259,00*	280 523,48
dont en provinces (*)	*100 474,84*	*72 309,67*	*98 991,91*	*83 634,65*	*95 743,51*	*93 956,96*	545 111,54

Source : Banque Centrale du Congo
(*) : Seulement les versements des banque

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin juin 2017, il s'observe une injection nette de la liquidité de 77,6 milliards de CDF contre une ponction programmée de 90,0 milliards de CDF, dégageant un écart de 167,6 milliards de CDF.

Tableau 12 : Facteurs de liquidité bancaire en 2017
(*Flux en milliards de CDF*)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	juin-17	28-juin-17	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	-70,7	117,6	188,3
2. Facteurs institutionnels	19,3	40,0	20,7
Fact. Auton Fact.Institu (1-2)	**-90,0**	**77,6**	**167,6**

Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution des facteurs autonomes**

Les facteurs autonomes ont injecté 117,6 milliards de CDF contre une ponction programmée de 70,7 milliards. Cette évolution est principalement liée aux injections réalisées au niveau des avoirs intérieurs nets à hauteur de 383,2 milliards alors que les avoirs extérieurs nets ont ponctionné 228,0 milliards de CDF.

Tableau 13 : Facteurs autonomes de la liquidité bancaire en 2017
(*Flux en milliards de CDF*)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	juin-17	28-juin-17	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	**-70,7**	**117,6**	**188,3**
a) AEN	-71,7	-228,0	-156,3
b) AIN	1,0	383,2	382,2
Crédits Intérieurs	226,8	235,0	8,2
CNE	143,3	142,3	-1,0
Créances sur BCM (RME)	52,5	90,6	38,1
Créances sur le secteur privé	31,0	2,1	-28,9
APN hors Bons BCC	-225,7	148,2	373,9

Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les instruments de la politique monétaire ont ponctionné 40,0 milliards de CDF contre une ponction programmée de 19,3 milliards suite à la ponction réalisée à travers la réserve obligatoire de 87,7 milliards alors que le Bon BCC et l'encours de refinancement ont injecté respectivement 4,5 milliards et 43,2 milliards de CDF.

Tableau 14 : Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire en 2017
(*Flux en milliards de CDF*)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	juin-17	28-juin-17	
2. Facteurs institutionnels	**19,3**	**40,0**	**20,7**
a) Encours Bons BCC	54,5	-4,5	-59,0
b) Réserves Obligatoires	20,9	87,7	66,8
C) Encours refinancement	56,1	43,2	-12,9

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire (situation fin Mai non disponible)

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin avril, les dépôts de la clientèle des banques ont enregistré une baisse de 2,99 %, se chiffrant à 3.501,38 millions de USD par rapport à la période correspondante de 2016 et une hausse de 2,5 % par rapport à décembre 2016.

Selon la monnaie des dépôts, par rapport à la période correspondante de 2016, la baisse des dépôts à fin avril 2017 a été localisée au niveau des dépôts en monnaie nationale à concurrence de 29,57 % consécutivement à la forte dépréciation de la monnaie nationale.

Tableau 15 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques (en millions de USD)

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	avr-16	déc-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr-17	Variation par rapport à fin avril 2016 (en	Variation avril. 2017 % mars. 2017
I. Dépôts de la clientèle par Types	**3 609,16**	**3 414,10**	**3 492,90**	**3 493,65**	**3 399,60**	**3 501,38**	**-2,99**	**2,99**
(a) Comptes ordinaires	**2 933,43**	**2 719,69**	**2 805,27**	**2 804,31**	**2 683,18**	**2 753,58**	**-6,13**	**2,62**
Comptes courants	2 007,29	1 880,55	1 975,94	1 964,69	1 849,93	1 899,51	-5,37	2,68
Comptes de chèques	390,86	341,28	350,59	352,20	348,23	362,46	-7,27	4,09
Comptes sur livrets	438,77	398,23	382,95	390,74	391,33	409,18	-6,74	4,56
Provisions crédocs	32,80	18,50	15,15	14,74	12,03	11,16	-65,98	-7,20
Autres	63,71	81,13	80,64	81,95	81,66	71,27	11,88	-12,72
(b) Dépôts à terme	634,98	**654,78**	**642,73**	**644,46**	**671,04**	**704,77**	**10,99**	**5,03**
(c) Dépôts à regime spécial	40,75	**39,63**	**44,90**	**44,87**	**45,38**	**43,03**	**5,58**	**-5,19**
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	**3 609,16**	**3 414,10**	**3 492,90**	**3 493,65**	**3 399,60**	**3 501,38**	**-2,99**	**2,99**
MN	594,52	506,68	495,67	470,53	427,42	418,73	-29,57	-2,04
ME	3 014,64	2 907,42	2 997,23	3 023,12	2 972,17	3 082,65	2,26	3,72
III.Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	**3 609,16**	**3 414,10**	**3 492,90**	**3 493,65**	**3 399,60**	**3 501,38**	**-2,99**	**2,99**
Administration publique	169,33	141,03	142,96	150,86	127,80	120,41	-28,89	-5,78
Administration publique locale	39,34	29,28	29,43	30,92	57,74	49,56	25,98	-14,17
Entreprises publiques	243,76	186,21	180,16	163,17	180,00	145,27	-40,41	-19,30
Entreprises privées	1 554,47	1 578,20	1 646,48	1 605,45	1 490,93	1 570,67	1,04	5,35
Ménages	1 602,26	1 479,37	1 493,88	1 543,24	1 543,12	1 615,47	0,82	4,69

Source : Banque Centrale du Congo

Selon la clientèle des banques, la baisse en glissement annuel des dépôts provient principalement de l'Administration publique, ceux des entreprises privées et des ménages ayant quasiment stagné.

En 2017, une légère hausse est en train d'être notée bien ceux en monnaie nationale poursuivent leur baisse. En outre, cette hausse est localisée uniquement au niveau de l'administration publique locale et au niveau des ménages.

2.4.4.2 Crédits à l'économie

A l'instar des dépôts bancaires, les crédits nets à la clientèle ont enregistré une régression de 8,51 % à fin avril 2017 par rapport au niveau de la période correspondante de 2016 et de 3,79 % par rapport à fin 2016. Cette baisse est localisée au niveau des crédits à long terme et à moyen terme. Seuls les crédits à court terme et les découverts bancaires ont enregistré des hausses au cours de cette hausse.

Selon la monnaie de financement, cette baisse annuelle est localisée au niveau de tous les crédits octroyés indépendamment de la monnaie de financement.

Par ailleurs, l'analyse des crédits par types d'agent indique que ces derniers ont connu une régression par rapport à la même année de 2016 pour tous les types d'agents considérés avec des baisses importantes pour les crédits en faveur de l'administration publique.

Tableau 16 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle (en millions de USD)

Rubriques	avr.-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr-17	Variation par rapport à fin avril 2016 (en %)	Variation avril. 2017 % mars. 2017 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	**2 469,73**	***2 465,96***	***2 385,60***	***2 341,13***	**2 338,88**	**2 372,51**	**-3,94**	**1,44**
1. Crédits nets par terme	***2 246,91***	***2 239,88***	***2 086,66***	***2 043,28***	**2 042,78**	**2 055,75**	**-8,51**	**0,64**
Crédits à long terme	240,66	211,95	*209,86*	*211,08*	211,66	216,11	-10,20	2,11
Crédits à moyen terme	709,50	600,17	*571,66*	*574,22*	579,85	593,52	-16,35	2,36
Crédits à court terme	314,45	331,85	*290,15*	*323,27*	347,04	327,42	4,13	-5,65
Découvert bancaire	812,88	920,45	*866,26*	*802,16*	799,35	834,96	2,72	4,46
Crédits nets en souffrance	169,42	175,47	*148,74*	*132,55*	104,88	83,73	-50,58	-20,16
2. Provisions pour crédits par monnaies	***222,82***	**226,08**	***298,93***	***297,86***	296,10	316,76	42,16	6,98
Ventilation des crédits par monnaies	***2 246,91***	***2 239,88***	***2 086,66***	***2 043,28***	**2 042,78**	**2 055,75**	**-8,51**	**0,64**
MN	218,28	219,37	*222,39*	*212,79*	193,64	166,53	-23,71	-14,00
ME	2 028,63	2 020,51	*1 864,28*	*1 830,48*	1 849,13	1 889,22	-6,87	2,17
Crédits bruts à la clientèle par secteur	**2 469,73**	***2 465,96***	***2 385,60***	***2 341,13***	**2 338,88**	**2 372,51**	**-3,94**	**1,44**
Administration publique	110,61	138,89	*124,94*	*128,79*	88,24	80,06	-27,62	-9,27
Entreprises publiques	130,99	175,90	*104,40*	*114,73*	174,95	121,31	-7,39	-30,66
Entreprises privées	1 535,98	1 539,20	*1 535,33*	*1 487,47*	1 468,89	1 506,46	-1,92	2,56
Ménages	692,14	611,97	*620,93*	*610,15*	606,80	664,69	-3,97	9,54

Source : Banque Centrale du Congo

Par rapport à fin 2016, la baisse des crédits est observée à fin avril 2017 sauf pour ceux à long terme et ceux octroyés aux ménages.